

Message de l'intervention

Partant de mon expérience, j'observe que j'ai toujours gardé ce principe de l'option préférentielle pour les pauvres. Mon implication personnelle et professionnelle a toujours été vers les plus pauvres : accueil des gens de la rue, insertion par les activités économiques, aide à l'hébergement et à l'accès au logement. C'est la rencontre de ces gens les plus pauvres, les plus fragiles, les plus déshérités qui m'ont permis d'avancer dans la vie, et la vie intérieure et l'ouverture aux autres.

A travers le partage de ma propre expérience, de ce qu'elle a induit, je souhaite vous donner des mots, des pistes de relecture de vos expériences de rencontres au bord du puits.

Lorsqu'on est chrétien, on ne peut pas se contenter de voir les pauvres, de mesurer la pauvreté, de constater le non accès à des droits fondamentaux, sans se poser la question de la manière dont nos choix ont un impact sur cette paupérisation. Il faut que chacun de nous prenne un temps de réflexion lucide sur la conséquence de ses choix. Pour que chacun puisse ensuite faire la relecture de sa propre expérience.. et voir quels déplacements cela implique pour elle."

Intervention CVX

La richesse des pauvres Un enjeu pour notre société et pour l'Eglise

par Christian Chassériaud¹

A la rencontre des plus pauvres : un choix de vie, un choix professionnel, un choix chrétien.

Lorsque les organisateurs de cette grande rencontre m'ont demandé de venir témoigner aujourd'hui devant vous, j'ai été surpris par cette demande (pourquoi moi et pas quelqu'un d'autre ?) et en même temps j'ai accepté volontiers habité par le souhait d'apporter ma contribution à cette rencontre du mouvement CVX.

Mon intervention, j'ai choisi de la faire sous forme de témoignage. Témoignage engagé d'abord comme citoyen, puis comme professionnel de l'action sociale et surtout en référence avec ma démarche de foi chrétienne.

D'origine sociale de famille ouvrière, j'ai été très jeune à ce que l'on appelait autrefois le « petit séminaire ». C'était l'époque des curés-recruteurs des vocations (ils passaient de paroisse en paroisse et repéraient les possibles candidats) et on pouvait partir, quitter sa famille comme je l'ai fait à l'âge de 10 ans.

Après plus de 16 années de vie dans différents séminaires : petit, grand, faculté de théologie, j'ai quitté l'église institutionnelle dans laquelle je me sentais trop à l'étroit. C'était juste

¹ Philosophe et Travailleur Social. Aujourd'hui membre du Conseil Economique Social Environnemental de la région Aquitaine et membre de la FNARS (Fédération Nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale).

après 1968, j'avais été en contact étroit avec des prêtres et des chrétiens engagés dans la démarche de la « théologie de la libération », et je partageais sincèrement avec eux cette « option préférentielle pour les plus pauvres ». L'Église ne pouvait pas se contenter de faire des actes de charité envers les pauvres (ça pouvait continuer longtemps). Au contraire, elle devait s'engager dans l'éradication de la pauvreté et pour cela mener des actions solidaires à retombée politique, économique et sociale avec les pauvres dans des démarches de développement social (lutte contre l'analphabétisme, l'illettrisme, l'accès aux droits sociaux, à la santé, aux droits de citoyenneté...).

À cette époque, j'ai trop connu une Église gestionnaire des pauvres et de la pauvreté, une Église très liée aux « gens de pouvoir », une Église participant au soutien « à l'ordre établi » dans lequel la domination sociale des pauvres était une réalité sociale et économique que, naturellement, j'ai pris de la distance avec cette église-institution trop participante, à mes yeux, à l'augmentation des inégalités et des injustices sociales.

Pour moi, cela n'a pas été facile. J'étais culturellement enraciné dans l'institution-église, j'en partageais profondément la Foi commune. Mais la pesanteur de l'institution, la dimension hiérarchique profondément inscrite dans ses pratiques (l'église enseignante et l'église enseignée), le comportement de certains de ses ministres m'ont fait m'éloigner non pas de la Foi chrétienne, mais de son « emprisonnement » dans des frontières ecclésiales dont je sentais l'éloignement de plus en plus important d'avec les réalités de la vie.

J'ai donc essayé de rester « chrétien » en étant lié à minima à l'église-institution mais étant profondément impliqué dans la rencontre avec d'autres chrétiens et non chrétiens.

Je partage aujourd'hui une opinion répandue (même si la formule est très lapidaire) et qui concerne notre pape François : « enfin, un chrétien à la tête de l'église ».

Cet immobilisme de l'Église catholique a été difficile à vivre pour beaucoup de chrétiens. Il l'est encore aujourd'hui en grande partie. Il ne faut pas que l'appartenance à l'Église soit une coupure, une césure d'avec une partie de l'humanité qui ne partage pas notre foi, qui ne vit pas de la même manière que nous, qui ne s'appuie pas sur les mêmes valeurs. Et j'avais le sentiment que l'église se recroquevillait sur elle-même, qu'elle était de moins en moins porteuse de la « Bonne Nouvelle » et qu'elle faisait de cette « Bonne Nouvelle » sa propriété privée.

En tous cas, et j'y reviendra, les pauvres n'avaient plus accès à ce message d'espérance, à cette Bonne Nouvelle (ils ne l'ont pas plus aujourd'hui). Ils sont des « objets de charité » pour une église de moins en moins partageuse et de plus en plus éloignée des populations les plus démunies et les plus déshéritées (même si, ici ou là, de l'intérieur de l'église quelques voix s'élèvent pour dénoncer les effets d'un système libéral qui fabrique de l'exclusion sociale en faisant ainsi entrer un nombre important de nos concitoyens dans des logiques de déshumanisation).

Dans notre pays, le nombre de pauvres et d'exclus a augmenté de manière vertigineuse. La mobilisation du peuple des chrétiens est restée très marginale. On continue de s'intéresser aux pauvres, mais on ne partage aucune de nos richesses (en particulier économique et financière) avec eux. On poursuit les dynamiques de charité (donner une obole, nourrir et loger dans l'urgence) dont on sait qu'elles stigmatisent les pauvres, les enracinent, les chronicisent dans une pauvreté durable en les mettant en situation de dépendance.

Ce que dénonce le pape François² dans son encyclique, la « culture du déchet» (c'est-à-dire la pollution de l'environnement, le rejet humain de bon nombre d'hommes, de femmes, d'enfants du aux dysfonctionnements d'un système capitaliste qui met aujourd'hui en danger notre terre), l'Église catholique y a amené, au fil des années, sa contribution en intégrant comme une fatalité cette culture du déchet source de graves conséquences en terme de dégâts humains.

C'est pourquoi, dans le cadre de ces rencontres, je me permets vous poser cette question et au-delà de vous à toute notre église :

«peuple de Dieu, peuple de baptisés, peuple du même Credo : qu'as-tu fait de cette Bonne Nouvelle pour les pauvres ? Ces pauvres de plus en plus nombreux et qui ont de moins en moins accès aux chemins de la Foi, à ces « exclus de la Foi » ? »

C'est l'ensemble de cette démarche qui m'a conduit à « travailler dans le social ».

Professionnellement, je suis devenu « travailleur social », c'est-à-dire que je me suis formé pour accueillir, accompagner des enfants, adolescents, personnes adultes en difficultés soit pour des raisons de handicaps, des raisons sociales, des raisons comportementales.

Je voudrais témoigner ici que la profession dans le social que j'ai exercée n'était pas du tout étrangère à ma foi de chrétien. Au contraire, elle s'inspirait fortement des valeurs évangéliques de l'enseignement de Jésus et de la Tradition de l'Église.

Mais pour moi le dilemme était difficile : ce que l'Église ne faisait pas ou ne faisait plus vis-à-vis des plus pauvres dans notre société, était-il possible de le faire d'un autre endroit ? J'ai choisi de m'impliquer dans notre société française, productrice de pauvreté et d'exclusion sociale, à travers un triple engagement : citoyen, associatif, professionnel.

Durant toutes ces années où j'ai pratiqué ces engagements, mon implication dans la démarche chrétienne ne m'a pas totalement quittée. Même si j'ai senti l'institution église assez loin de telles préoccupations. Il y avait bien sûr les grandes figures de l'Abbé Pierre, le fondateur d'Emmaüs et de Joseph Wresinski, le fondateur d'ATD Quart-Monde, deux chrétiens totalement engagés dans la lutte contre la pauvreté qui savaient bien (et cela les mettait suffisamment en colère) qu'ils étaient utilisés souvent comme la « bonne conscience de l'Église et des chrétiens » vis-à-vis des plus déshérités !

Les enseignements d'un engagement citoyen, chrétien, professionnel

Après avoir dirigé un centre éducatif accueillant des adolescentes en grande difficulté, avoir été responsable d'une association l'APARE à Périgueux (association périgourdine d'action et de recherche sur l'exclusion) qui s'était dotée d'un centre d'hébergement pour personnes à la rue et d'entreprises d'insertion, avoir pris la direction d'un centre de formation professionnelle de travailleurs sociaux, l'Institut du Travail Social Pierre Bourdieu à Pau, j'ai assumé des fonctions nationales en particulier à la FNARS (Fédération Nationale d'accueil et de réinsertion sociale), à l'AFORTS (association française des organismes de formation et de recherche en Travail Social) afin de contribuer à la définition et au développement des

² « ces problèmes sont intimement liés à la culture du déchet, qui affecte aussi bien les personnes exclues que les choses, vitre transformées en ordures.» - Encyclique « Loué sois-tu » Page 24 - Editions Bayard/Cerf/Mame - Juin 2015.

grandes politiques sociales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion : politiques du logement des plus démunis, politiques d'accès aux droits sociaux et à la citoyenneté pour les plus pauvres, politiques liées au RMI puis au RSA, politiques d'insertion sociale et professionnelle, politiques d'accueil des immigrés, politiques de la Ville, développement des structures d'insertion par l'activité économique (entreprises d'insertion, associations intermédiaires, régies de quartiers, chantiers-écoles....)

J'ai toujours essayé d'articuler en permanence implication professionnelle sur le terrain auprès des plus démunis et implication citoyenne auprès de l'Etat pour peser le plus possible dans l'orientation même des grandes politiques publiques.

Un premier enseignement de ce parcours professionnel/militant, c'est qu'un chrétien doit être engagé socialement. La Foi individuelle se ressource dans la communauté chrétienne ; elle se vit et elle se témoigne de manière collective au milieu de tous les hommes, nos frères. Le chrétien engagé dans les grandes causes sociales est ainsi un « développeur d'humanité » auprès de toutes celles et ceux victimes d'injustices sociales et d'inégalités. En aidant à développer l'humanité auprès de tous ceux qui, fragiles et vulnérables, souffrent dans leurs corps, dans leur âme, dans leur identité, le chrétien participe pleinement, de manière laïque, à annoncer l'Évangile aux plus pauvres.

C'est au centre même des réalités humaines que le chrétien doit être présent et doit agir en posant de manière prioritaire cette préférence pour les pauvres qu'a souvent rappelée Jésus dans son ministère.

Avant d'agir : Comprendre les mécanismes de fabrication de la pauvreté pour les éradiquer. Evaluer leurs effets sur les personnes afin de leur permettre de reprendre ou poursuivre le développement de leur humanité.

Dans cette seconde partie de mon intervention, je voudrais témoigner du cheminement que j'ai fait au cours de ma vie professionnelle et militante qui a été basée le plus possible sur les valeurs évangéliques vécues.

Le contact permanent avec celles et ceux qui sont exclus amène à se questionner sur la manière dont une société déshumanise une partie de ses membres parce qu'ils sont différents. L'exclusion sociale est une mise à l'écart du jeu social. On ne fait plus partie du jeu social, on est mis à côté et on se met soi-même à l'écart. Il s'ensuit une forte dévalorisation de soi, l'installation dans des conduites marginales, le piège de l'assistance chronique qui nous fait exister comme un « mauvais sujet social », le regard des autres qui devient de plus en plus « jugeant ». Sur le plan du rapport de soi à soi, on intériorise petit à petit tous les échecs que l'on collectionne dans cette vie marquée par la précarité. La culpabilité personnelle se développe : si je suis dans cette situation d'exclusion et de pauvreté, c'est que je l'ai voulue « quelque part ». Ce n'est donc pas un hasard. Puisque je n'arrive pas à sortir de cette situation d'exclusion et de pauvreté malgré les efforts que je peux faire, il ne me reste plus qu'à me renfermer sur moi-même et faire mien un discours ambiant basé sur la représentation suivante « si ou si elle connaît cette situation, c'est qu'il ou elle en est le/la responsable ».

Dans cette étape de cette spirale de l'exclusion sociale qui tire toujours un peu plus bas, des problèmes d'ordre psychologique liés à la situation vécue vont se mettre en place et se

développer. Il y a de véritables traumatismes psychologiques liés à cette situation sociale dégradée qui apparaissent et s'installent. Ces problèmes psychologiques envahissent la vie intérieure et constituent petit à petit autant de pièges qui se referment sur les personnes concernées.

L'issue qui se présente à cela c'est le sentiment d'une grande fragilité psychologique et sociale vécue qui met les personnes concernées sous dépendance sociale, sous perfusion sociale permanente. Pour une partie d'entre elles, ce peut être l'installation quasi définitive dans des conduites et comportements marginaux et déviants (alcool, drogue, etc.), donc répréhensibles et punissables. On est inscrit à ce moment-là dans des logiques de descension sociale, aux antipodes donc de la « réussite individuelle » qui est le moteur suprême mis en avant pour exister et être reconnu dans notre société. Lorsque l'on est dans cette situation de grande fragilité sociale, on devient de plus en plus vulnérable. On se réfugie alors dans la maladie qu'elle soit physique ou psychique. Et d'une certaine manière, ce sont les symptômes médicaux qui vont prendre le relais à travers une logique de « médicalisation des problèmes sociaux ». La pauvreté et l'exclusion sociale, lorsqu'elle se chronicise, sont une cause importante de la détérioration des problèmes de santé physique et mentale par faute de ne plus pouvoir « prendre soin de soi ». Les impacts en terme de coût financier de ces situations de pauvreté et d'exclusion sont immenses en plus de leurs coûts humains, car les seules réponses qui, à ce moment-là, vont se mettre en place du côté de la société consistent à entrer dans des logiques de réparation dont on ne voit pas la sortie. Plus on va essayer de « réparer » moins cela va marcher.

Les dispositifs d'insertion, si on n'y prend garde, auront une fonction de « collecteurs » de ces personnes devenues pauvres, vulnérables et exclues. Et à travers ces dispositifs d'insertion, ce sera une politique de « gestion des pauvres et de la pauvreté » que l'on installera. Ces dispositifs d'insertion, devenant à leur tour des « marqueurs » des situations de précarité, auront plus en plus de difficulté à être des alternatives à ces situations sociales très dégradées.

Nous assistons là à une « fabrique de l'exclusion sociale et des exclus sociaux », les perdants de notre système social.

Comme chrétiens, nous ne pouvons pas assister passivement à ces « mises à mort sociales » qui, nous l'avons vu, ont des conséquences désastreuses sur le plan de l'intégrité des personnes concernées. Nous avons un vrai devoir de fraternité chrétienne vis-à-vis d'elles.

Comme citoyens, la tradition humaniste de laquelle nous sommes tous issus, nous invite à ne pas rester spectateurs devant cette montée des pauvretés autour de nous qui, de manière très concrète, sort l'ensemble de ces personnes de tout ou partie des droits humains et des droits sociaux.

En tant que chrétiens, nous devons rejoindre ce combat contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Mais nous devons le rejoindre pas de n'importe quelle manière, c'est-à-dire en évitant une attitude fataliste qui consisterait à dire « la pauvreté a toujours existé. Il faut donc faire avec et savoir seulement panser les plaies qu'elle a provoquées. »

Quatre grands enseignements issus de la lutte contre la pauvreté :

Réfléchissant à partir de mon engagement au service des pauvres dans notre société, je voudrais, pour terminer cette intervention, tirer les principaux enseignements issus de la de mes engagements dans lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans l'ordre du politique: il s'agit bien d'éradiquer la pauvreté et d'inverser les processus d'exclusion en processus d'intégration. Il faut donc que nous veillions en permanence à ce que ces politiques publiques restent bien au service de ceux qui en ont besoin et surtout ne pas confondre « lutte contre la pauvreté avec lutte contre les pauvres ». Aujourd'hui, les politiques publiques ciblées sur cette question de la pauvreté sont nombreuses (on parle du mille-feuilles des lois, règlements, dispositifs qui accompagne cette réalité sociale et économique). Cela donne un paysage législatif et administratif très compliqué à comprendre, maîtriser ou réguler. Les travailleurs sociaux s'y perdent eux-mêmes. Alors que dire des personnes concernées par ces situations qui ne peuvent être que dans une dépendance chronique face à cet enchevêtrement de textes, règlements et dispositifs ?

Il est donc important que les chrétiens s'associent à tous les citoyens qui, aujourd'hui, exigent de nos gouvernants une simplification administrative de ce mille-feuille dont la complexité devient source, par les dysfonctionnements qu'elle génère, de nouvelles formes de pauvretés et d'exclusions.

Cette gestion administrative de la population pauvre crée des listes de catégories administratives qui vont devenir comme autant d'étiquettes apposées sur les personnes (on est Rmistes/bénéficiaires du RSA, chômeurs de longue durée, femmes battues, sortants de prison ou d'hôpital psychiatrique, délinquants, drogués, marginaux, déviants...). Ces marquages sociaux contribuent à renforcer les stigmatisations et constituent autant de nouvelles formes d'enfermement obligeant les personnes à intégrer au fond d'elles-mêmes l'étiquette qui va leur coller à la peau et qui souvent les maintiendra, au regard des autres, dans une différence, source de nouvelles méfiances et de nouveaux rejets. Les pauvres du XVII^e siècle étaient enfermés dans des hospices et retenus à l'intérieur de ces derniers, étant ainsi privés de la liberté de circulation afin d'éviter le danger pour les autres, les normaux. Les pauvres du XXI^e siècle connaissent un enfermement différent, mais tout aussi discriminant qui consiste à les faire entrer dans une catégorie administrative dont les effets vont peser lourdement dans le regard des autres.

Être chrétien, c'est refuser d'adopter ce regard de classement fait souvent de représentations sociales négatives des plus démunis. C'est allé à la rencontre des plus pauvres en se débarrassant volontairement de tous les préjugés et à priori qui pèsent lourdement dans nos rapports avec eux. C'est créer des rapports nouveaux avec eux.

Dans l'ordre de l'engagement citoyen et de l'engagement social, c'est exiger des hommes et femmes politiques qu'ils développent des mesures de lutte contre la pauvreté toujours plus orientées sur des dynamiques de développement social et de développement personnel (promotion sociale des personnes) que sur des logiques de guichet/assistance et de réparation.

L'assistance d'une personne qui est dans le besoin social est nécessaire. Cette assistance devient « nocive » que si on l'institue comme seul mode de réponse par rapport aux personnes en situation de pauvreté. Être assisté socialement n'est pas un état satisfaisant. Combien de personnes sont prises dans les filets de l'assistance, au départ pour la bonne cause, mais qui, au fil du temps, les « chronicise » dans un rapport social fait de domination et de dépendance sociale.

Être chrétien, c'est rechercher et s'investir dans des actions sociales et économiques qui se posent en alternative de sortie de ces circuits de l'assistance qui sont devenus une véritable

« institution du circuit ». Les structures d'insertion par l'économie en sont un exemple important (entreprises d'insertion, associations intermédiaires, etc.) qui permettent à des personnes rejetées, marginalisées de retrouver une dignité humaine et sociale en les mettant en situation de « créateurs de richesses ». Le chrétien, de par son attitude, doit pouvoir s'investir soit comme consommateur, soit comme soutien à ces structures d'insertion par l'activité économique. Il ne s'agit donc pas de faire de ce dispositif de l'IAE des « sous-entreprises », mais de positionner ces structures comme de vrais tremplins permettant à leurs salariés dits en « insertion » de retrouver le chemin de leur promotion individuelle et sociale. N'hésitez donc pas à faire appel à ces entreprises d'insertion soit pour vos besoins de consommation quotidienne, soit pour vos besoins plus importants liés par exemple aux travaux du bâtiment.

Les structures d'insertion par l'activité économique aident les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale à se redimensionner positivement dans la vie économique et sociale. D'une situation d'assisté social, ces personnes deviennent des salariés, munis d'un contrat de travail et participant chacun, à travers l'entreprise, à la création de nouvelles richesses. Elles acquièrent de nouveaux droits sociaux qui leur permettent une reconnaissance sociale différente que celle liée, comme je le disais plus haut, à un statut d'assisté sans perspective d'en sortir !

Dans l'ordre de l'engagement personnel, il est nécessaire de lutter contre nos préjugés concernant les personnes en grande difficulté sociale. Nous sommes habités par ces préjugés, hérités et bien inscrits dans nos cultures et modes de vie. Naturellement, on se méfie de ce qui est différent de nous, car la différence questionne, fait peur et provoque le rejet. Remarquez le comportement de beaucoup de passants dans les villes lorsqu'ils vont croiser ou passer près d'une personne qui fait la manche. Leur réaction naturelle, sans même qu'il y pensent ou en fassent un choix délibéré, sera de s'écarter physiquement de la personne qui demande. Cette attitude doit pouvoir être bannie de nos comportements de citoyens et de chrétiens, car elle relève d'une grande méconnaissance et défiance vis-à-vis de ces personnes et parce qu'elle est radicalement contraire à l'enseignement du Christ et aux valeurs de l'Évangile. Les personnes de la rue ont besoin de reconnaissance humaine et les fuir ou les éviter, c'est les maintenir dans une négation sociale de leur propre existence comme personne humaine.

Les personnes en situation de grande pauvreté (et qui sont durablement installées dans la pauvreté) connaissent dans leur chair et dans leur âme des meurtrissures profondes qui en font des personnes marquées, reconnaissables par les stigmates sociaux qu'elles portent.

Et pourtant, ces personnes dans la grande pauvreté et l'exclusion, sont, comme toute personne humaine, riches de leur expérience et surtout riches de leurs potentialités. Comme chacun d'entre nous, elles ont des ressources personnelles qui ne demandent qu'à se développer. Elles ont également une grande expertise de leur vécu qui en font des personnes dont les avis sur différentes questions doivent être recueillis.

Les chrétiens engagés dans la lutte contre la pauvreté dans notre pays doivent entrer avec les plus pauvres dans un rapport de co-construction en aidant ces derniers à être acteurs de leur vie. Cela signifie qu'il ne s'agit pas de penser à la place de ces personnes, de faire en leur lieu et place. Bien au contraire, il s'agit de développer ce que l'on appelle « l'empowerment », c'est-à-dire la démarche qui consiste à permettre à ces personnes de trouver en elles-mêmes et par elles-mêmes les solutions justes dont elles ont besoin. Ceci

exige de nous de les sortir uniquement d'une relation « duelle » (relation d'aidant à aidé), omniprésente aujourd'hui dans la lutte contre la pauvreté, pour leur permettre de faire l'expérience de l'action plus collective. Une action à partir de laquelle on construit et on développe ; une action qui fait sortir de l'isolement social qui caractérise trop souvent la vie de ces personnes démunies.

Il est nécessaire que nous réapprenions le partage avec les plus pauvres.

Et que nous portions toute notre attention à des attitudes qui consistent à ne pas être avec eux qu'à travers cette nature de relation sociale qui est que celui qui a donné, s'il le veut, à celui qui n'a pas. Cela se traduit aujourd'hui : s'en tirer à bon compte en leur donnant un ou plusieurs euros. C'est-à-dire les réduire uniquement à leurs besoins primaires (manger, savoir où dormir).

L'homme est fait aussi de besoins dits secondaires, mais tout aussi importants et vitaux quant à leur satisfaction : le besoin de partager, d'échanger, d'être reconnu, d'accéder à la vie sociale et culturelle, de compter pour les autres.

Comme l'écrit Abdennour Bidar, philosophe, dans son livre « Histoire de l'Humanisme en Occident » :

« Cela fait sans doute partie des grands liens cachés sur lesquels nous devons réapprendre à nous interroger aujourd'hui parce que s'ils existent, eux seuls peuvent communiquer à nos vies un sens supérieur et une énergie d'immortalité. Le lien avec l'univers, le lien avec les profondeurs de notre être, le lien de fraternité avec tous les hommes - trois liens pour une vie reliée, plus puissante et plus consciente. »

Dans l'ordre du spirituel : la rencontre des plus faibles et des plus pauvres fait grandir dans la foi. Elle oblige à se questionner en permanence sur le comment faire découvrir cette foi par celles et ceux qui vivent des conditions de survie permanente. Dans les différentes actions de lutte contre la pauvreté, la dimension spirituelle est très absente. Les plus pauvres de nos sociétés restent à la porte de nos églises pour y faire la manche lorsqu'on les y autorise mais n'en franchissent pas le seuil. Pour eux, c'est le monde des riches et des nantis qui forment nos assemblées chrétiennes et ils s'en sentent durablement exclus.

Leurs besoins de vie spirituelle sont rarement pris en compte. On s'en tient avec eux à des réponses autour du « gîte, du couvert et du manger ». On estime que là s'arrête notre mission humanitaire. Nous n'arrivons pas à partager avec les plus pauvres : partage de nos richesses, partage de notre foi, partage de nos solidarités. La dimension « politiques publiques de lutte contre la pauvreté » empêche de faire grandir les plus pauvres en humanité en leur permettant de retrouver leur dignité et un développement de leur bien-être matériel et social.

En conclusion :

Je voudrais, en guise de conclusion à cette intervention, livrer à votre méditation ce passage du roman « les Misérables » de Victor Hugo.

On devrait pouvoir compter sur notre éducation chrétienne qui communiquerait à tous la magnifique fraternité dont nous parle Victor Hugo dans les Misérables.

Au bagnard libéré Jean Valjean, rejeté par tous, proscrit à jamais, et qui lui demande pourquoi il l'accueille ainsi dans sa maison, sans lui demander son nom, sans s'inquiéter de son visage si sombre à force d'être marqué par les épreuves de la vie, l'évêque de Digne Mgr Bienvenu répond ceci – et c'est inoubliable : « *ce n'est pas ici ma maison, c'est la maison de*

Jésus-Christ. Cette porte ne demande pas à celui qui entre s'il a un nom mais s'il a une douleur. Vous souffrez ; vous avez faim et soif ; soyez le bienvenu. Et ne me remerciez pas, ne me dites pas que je vous reçois chez moi. Personne n'est ici chez soi, excepté celui qui a besoin d'un asile. Je vous le dis à vous qui passez, vous êtes ici chez vous plus que moi-même. Tout ce qui est ici est à vous. Qu'ai-je besoins de savoir votre nom ? D'ailleurs, avant que vous me le disiez, vous en aviez un que je savais. L'homme ouvrit des yeux étonnés : Vrai ? Vous aviez comment je m'appelle ? Oui, répondit l'évêque, vous vous appelez mon frère. »

Juillet 2015.